

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 4–7 novembre 2013

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 7 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2013/7-B/1
27 septembre 2013
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROJET DE DÉVELOPPEMENT TCHAD 200288

Appui à l'éducation primaire et à la
scolarisation des filles

Coût (dollars É.-U.)

	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires	7 532 944	6 781 344	14 314 288
Développement et augmentation des capacités	50 300*	216 651	266 951
Coût total pour le PAM	18 853 843	17 795 579	36 649 422

* Le montant prévu pour financer le développement et l'augmentation des capacités au titre du budget actuel ne concerne que l'exercice 2013.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnées ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

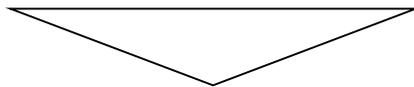
Directrice régionale, OMD*: Mme D. Brown denise.brown@wfp.org

Directrice de pays: Mme L. Landis lauren.landis@wfp.org

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 17,8 millions de dollars É.-U. proposée pour le projet de développement Tchad 200288 (WFP/EB.2/2013/7-B/1), ainsi que la prolongation de ce projet pour une durée de deux ans allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2015.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. Au titre de la présente révision budgétaire, il est proposé de prolonger le projet de développement Tchad 200288, pour une durée de 24 mois allant de janvier 2014 à décembre 2015, afin que le PAM soit en mesure de poursuivre ses activités d'alimentation scolaire en faveur de 216 000 écoliers exposés à l'insécurité alimentaire, une ration à emporter étant prévue pour 12 268 filles et 49 072 membres de leur famille.
2. Cette opération concerne les régions suivantes: Bahr-el-Ghazal, Batha, Ennedi, Guéra, Kanem, Ouaddaï, Salamat, Sila et Wadi-Fira.
3. Cette révision budgétaire est sollicitée dans l'intention de financer:
 - la fourniture de 14 218 tonnes de produits alimentaires supplémentaires, pour une valeur de 6,8 millions de dollars;
 - les coûts opérationnels directs afférents aux produits alimentaires, notamment les frais de transport extérieur et de transport terrestre, à hauteur de 7,7 millions de dollars;
 - l'allocation d'un montant de 200 000 dollars au développement et à l'augmentation des capacités; et
 - les coûts d'appui directs et indirects à hauteur de 3,1 millions de dollars.

JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION DU PROJET ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

4. Le projet de développement 200288 permet au PAM d'aider le Gouvernement à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement 1 et 2¹ et à mettre en place d'ici à 2020 un système éducatif de qualité pour tous. Il contribue à la réalisation de l'Objectif stratégique 4, et en particulier à ses buts 2 (Élargir l'accès à l'éducation et aux services de santé, contribuer à l'apprentissage et améliorer la nutrition et la santé des enfants, des adolescentes et de leur famille), et 3 (Renforcer la capacité des gouvernements et des communautés à concevoir, gérer et amplifier des programmes nutritionnels, et créer un environnement propice pour favoriser l'égalité entre les sexes).
5. Les résultats escomptés sont notamment les suivants: i) progression de la scolarisation des enfants issus de ménages ruraux vulnérables; ii) augmentation des taux d'assiduité; iii) amélioration du taux d'achèvement du cycle primaire, en particulier pour les filles; et iv) renforcement de la capacité des pouvoirs publics à gérer le programme d'alimentation scolaire.
6. Parallèlement, le PAM met aussi en œuvre l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200289, qui vise à porter assistance aux réfugiés et aux personnes souffrant de malnutrition dans les mêmes régions; cependant, les activités menées dans le cadre du projet de développement 200288 sont différentes: elles associent distributions générales de vivres, supplémentation alimentaire ciblée, supplémentation alimentaire généralisée et assistance alimentaire au service de la création d'avoins.

¹ Objectif 1 – Éliminer l'extrême pauvreté et la faim; objectif 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous.

Conclusions et recommandations issues des réévaluations

7. Le Plan national de développement pour 2013–2015 ouvre plus largement l'accès à l'éducation de base et en améliore la qualité; il renforce également la gestion du secteur de l'éducation, qui absorbe 8 pour cent du budget dévolu au Plan national de développement, lequel s'élève à 6,6 milliards de dollars². L'accès à l'éducation de base reste toutefois limité puisque le taux net de scolarisation dans le primaire au niveau national était de 66 pour cent en 2011.
8. Au Tchad, la production agricole est aléatoire, ce qui se traduit par des crises alimentaires répétées et contribue à l'insécurité alimentaire des ménages dans la bande sahélienne, région visée par le programme d'alimentation scolaire du PAM. Selon l'évaluation de la sécurité alimentaire des ménages ruraux réalisée par le PAM et le Gouvernement en mars 2013, 2,1 millions de personnes sont exposées à l'insécurité alimentaire, parmi lesquelles 1,5 million vivent dans les régions sahéliennes de Bahr-el-Ghazal, Batha, Guéra, Kanem, Ouaddaï, Sila et Wadi-Fira³.
9. Une enquête nutritionnelle⁴ effectuée en février 2013 dans onze régions a montré que cinq d'entre elles affichaient un taux de malnutrition aiguë globale égal ou supérieur au seuil critique de 15 pour cent arrêté par l'Organisation mondiale de la Santé⁵; le taux de malnutrition chronique était compris entre 20 pour cent et 29 pour cent (sérieux) dans quatre régions, et il était supérieur à 40 pour cent (critique) dans deux régions⁶. En ce qui concerne les carences en micronutriments, les informations disponibles sont limitées, mais une étude réalisée en 2000 sur des écoliers a établi que 25 pour cent d'entre eux étaient anémiés⁷, tandis qu'une autre étude a fait apparaître un taux d'anémie pouvant atteindre 51 pour cent chez les filles d'âge scolaire⁸. En l'absence de programme national de lutte contre les carences en micronutriments, il n'y a aucune raison de penser que la situation s'est améliorée.

² Plan national de développement pour 2013-2015.

³ PAM et Gouvernement tchadien: Évaluation nationale de la sécurité alimentaire, juin 2013.

⁴ Ministère de la santé publique et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2013. *Enquête nutritionnelle et de mortalité rétrospective dans la bande sahélienne, janvier-février 2013*. Disponible à l'adresse:

<http://www.cmamforum.org/Pool/Resources/RAPPORT-FINAL-SMART-SAHHEL-FEVRIER-2013.pdf>

⁵ Le taux de malnutrition aiguë globale était de 18 pour cent dans le Bahr-el-Ghazal, 17 pour cent dans le Ouaddaï, 15 pour cent dans le Kanem, le Wadi-Fira et le Batha, 12 pour cent dans le Guéra, 10 pour cent dans le Sila et 9,6 pour cent dans le Salamat.

⁶ La prévalence de la malnutrition chronique était de 48 pour cent dans le Ouaddaï, 43 pour cent dans le Hadjer Lamis, 37 pour cent dans le Kanem, 36 pour cent dans le Sila, 34 pour cent dans le Bahr-el-Ghazal et 33 pour cent dans le Wadi-Fira.

⁷ Beasley, M., Brooker, S., Ndinromtan, M., Madjiouroum, E.M., Baboguel, M., Djenguinabe, E. et Bundy, D.A. 2002. Première enquête sur la santé des écoliers réalisée à l'échelle nationale au Tchad. *Trop. Med. Int. Health* 7(7): 625-630.

⁸ Hamza, O.B., Guiral, C., Esaie, D.D., Ndingambaye, K., Diallo, P., Batakao, G., Naibé, N., Syntiche, N.D. et Noumassei, H. 2002. *Rapport descriptif de l'Enquête nationale sur l'état nutritionnel et l'alimentation au Tchad*. Ministère de la santé publique. République du Tchad.

10. Une enquête sur l'alimentation scolaire réalisée en mars 2011 a montré que le taux de scolarisation dans les écoles appuyées par le PAM avait progressé de 16 pour cent par an – 19 pour cent pour les garçons et 12 pour cent pour les filles. L'analyse des résultats d'examen a montré que dans ces écoles, 55 pour cent des filles et 61 pour cent des garçons achèvent le cycle primaire⁹.
11. En 2010, à l'issue de l'évaluation du portefeuille d'activités menées par le PAM au Tchad entre 2003 et 2009¹⁰, il a été recommandé que le bureau de pays améliore les partenariats et renforce la coordination avec le Gouvernement. Pour donner suite à cette recommandation, l'initiative P5 a été mise en place afin de resserrer la collaboration dans le secteur de l'éducation entre le Gouvernement, le PAM, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population et la Banque mondiale. En 2011, cette initiative a permis de mettre en place à titre expérimental dans 100 écoles l'intervention "un bagage pour la vie"¹¹, et des négociations sont en cours pour étendre cette opération.
12. Une étude portant sur l'initiative P5 a permis de conclure que les taux d'assiduité sont plus élevés dans les écoles bénéficiant d'une assistance et que les taux de scolarisation et de passage dans la classe supérieure ont progressé.

Finalité de la prolongation du projet et de l'augmentation budgétaire

13. La prolongation du projet permettra au PAM de continuer de porter assistance aux écoliers vulnérables et à leur famille, l'objectif étant d'améliorer la sécurité alimentaire et le taux de scolarisation; 265 072 personnes bénéficieront de ce projet en 2014 et 2015. Les activités d'alimentation scolaire se poursuivront dans les régions sahéennes du Bahr-el-Gazal, Batha, Ennedi, Guéra, Kanem, Ouaddaï, Salamat, Sila et Wadi-Fira, qui sont en proie à l'insécurité alimentaire et où les taux de malnutrition aiguë globale et de malnutrition chronique sont élevés.
14. Cette prolongation permettra également au PAM de synchroniser les activités de développement avec le prochain cycle du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et avec le cycle de planification du Gouvernement.
15. Le PAM continuera d'aider le Gouvernement à formuler et appliquer sa politique nationale d'alimentation scolaire et à élaborer un plan de transition dans la perspective d'un transfert des responsabilités aux mains des pouvoirs publics. Le PAM étudie actuellement avec le Ministère de l'éducation la possibilité d'acheter des denrées alimentaires issues de la production locale. Il poursuivra les activités de développement des capacités qu'il mène au profit des responsables de l'alimentation scolaire au niveau central et régional, et il fera en sorte que la division de l'administration chargée de l'alimentation scolaire soit dotée des outils et des compétences voulus pour permettre un transfert progressif de la base de données et des systèmes de transmission d'informations relatifs à l'alimentation scolaire.
16. Il n'existe pas de stratégie nationale en matière de filets de sécurité, mais le Plan national de développement est axé sur la protection sociale des populations les plus vulnérables. L'alimentation scolaire est par conséquent considérée comme un filet de sécurité pour les enfants d'âge scolaire vulnérables.

⁹ La moyenne nationale est de 37 pour cent – 28 pour cent pour les filles et 47 pour cent pour les garçons.

¹⁰ WFP/EB.2/2010/6-A.

¹¹ PAM/UNICEF. 2005. *The Essential Package: Twelve Interventions to Improve the Health and Nutrition of School-Age Children*. Disponible à l'adresse:

<http://www.un.org/esa/socdev/poverty/PovertyForum/Documents/The%20Essential%20Package.pdf>

17. Le PAM entend renforcer les synergies entre le projet de développement 200288 et l'IPSR 200289. Les communautés peuvent bénéficier simultanément d'une assistance nutritionnelle, de repas scolaires et d'interventions portant sur la sécurité alimentaire durant la période de soudure. Les activités Vivres pour la création d'avoirs et Vivres pour la formation menées dans le cadre de l'IPSR 200289 prendront en considération les besoins en matière d'alimentation scolaire; certaines activités Vivres pour la création d'avoirs peuvent apporter un appui aux écoles proprement dites, par exemple grâce à la construction d'installations de stockage, de cuisines, de latrines et de fourneaux plus perfectionnés.
18. Une activité pilote de supplémentation en micronutriments a démarré en septembre 2012 dans 32 écoles afin d'évaluer la possibilité de distribuer des micronutriments en poudre en 2012/13 et 2013/14. On escompte que l'enrichissement en micronutriments sur le lieu d'utilisation devrait permettre de réduire les carences en micronutriments et l'anémie, et par conséquent la morbidité, l'objectif étant d'améliorer l'assiduité et la concentration des élèves. Il ressort d'une étude réalisée en février 2013 que 97 pour cent des directeurs d'école et des enfants ont le sentiment que les micronutriments en poudre améliorent la concentration des élèves. Au moins deux nouvelles études seront réalisées en complément du suivi classique. À l'issue de l'expérimentation, le PAM évaluera la prévalence de l'anémie chez les enfants d'âge scolaire afin de décider de l'opportunité d'étendre l'administration de micronutriments en poudre à toutes les écoles bénéficiant de l'assistance du PAM.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ EN 2014 ET 2015

Activité et type de bénéficiaires	Nombre actuel (2013) Garçons	Nombre actuel (2013) Filles	Augmentation 2014 et 2015	Total après révision
Repas scolaires: élèves	118 800	97 200*	–	216 000
Rations à emporter: familles des filles	24 192	24 880	–	49 072
TOTAL (sans double comptage)	142 992	122 080	–	265 072

* Pour éviter un double comptage, les 12 268 filles qui reçoivent des rations à emporter sont comprises dans le nombre d'enfants qui bénéficient de repas scolaires.

19. L'assortiment alimentaire et la qualité des rations sont conformes aux préconisations du manuel du PAM concernant l'alimentation scolaire.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES QUOTIDIENNES, PAR ACTIVITÉ (en grammes/personne/jour)		
	Repas scolaires	Rations à emporter pour les filles
Céréales*	150	
Légumes secs	30	
Huile végétale	15	20**
Sel iodé	5	
Micronutriments en poudre***	0,4	
TOTAL	200,4	
Total kcal/jour	773	
Nombre de jours par an	160	

* Y compris farine de maïs enrichie.

**Ration pour une famille de 5 personnes.

*** Pour la durée de la phase pilote (120 jours) jusqu'en juin 2014.

BESOINS EN VIVRES

20. Le projet de développement 200288 nécessite 14 218 tonnes de vivres supplémentaires. Pour les années 2014 et 2015, les modalités d'exécution, de gestion et de logistique seront identiques à celles du projet initial.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS ALIMENTAIRES POUR 2014 et 2015 (en tonnes)				
	2012/13	2014	2015	Total
Farine de maïs	10 102	5 184	5 184	20 470
Huile	1 394	715	715	2 824
Légumes secs	2 020	1 037	1 037	4 094
Sel	335	173	173	681
Micronutriments en poudre	–	0,34	–	0,34
TOTAL	13 851	7 109	7 109	28 069

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET				
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)	
Produits alimentaires				
Céréales	10 368	4 437 504		
Légumes secs	2 074	1 055 666		
Huile et matières grasses	1 430	1 255 540		
Autres	346	32 634		
Total, produits alimentaires	14 218	6 781 344		
Transport extérieur		1 275 046		
Transport terrestre, entreposage et manutention		5 885 397		
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		545 110		
Produits alimentaires et coûts connexes¹		14 486 897		14 486 897
Développement et augmentation des capacités		216 651		216 651
Coûts opérationnels directs			14 703 548	
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			1 927 834	
Total des coûts directs du projet			16 631 382	
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			1 164 197	
COÛT TOTAL POUR LE PAM			17 795 579	

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont le contenu peut varier

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	542 796
Agents des services généraux	260 573
Prime de danger et indemnités locales	12 000
Total partiel	815 369
Dépenses de fonctionnement et autres	
Équipements	202 100
Sécurité	48 800
Voyages et transports	398 295
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	1 927 834

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE ¹		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Effets directs du PNUAD Objectif au niveau national: Les populations vulnérables accèdent de façon équitable aux services publics d'éducation de base, elles les utilisent, et elles participent à leur gestion	Indicateurs d'effet direct (niveau national) Taux net de scolarisation dans le primaire Référence: 66% Cible: 68% Taux d'achèvement du cycle primaire Référence: 38% cible: 50%	Le contexte politique et la situation sur le plan de la sécurité sont favorables La part du budget national consacrée aux services sociaux augmente
Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim		
Résultats et indicateurs transversaux		
Problématique hommes-femmes Amélioration de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion de femmes/hommes occupant des postes d'encadrement dans les comités de gestion de projet ➤ Proportion de femmes membres de comités de gestion de projet ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres 	
Protection Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions de sécurité, de transparence et de dignité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance rencontrant de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM 	
Partenariats Coordination des interventions d'assistance alimentaire et développement des partenariats	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'organismes des Nations Unies et d'organisations internationales fournissant des intrants et des services complémentaires 	

¹ Le cadre logique sera parachevé une fois que le Conseil aura approuvé le Cadre de résultats stratégiques du PAM pour 2014–2017.

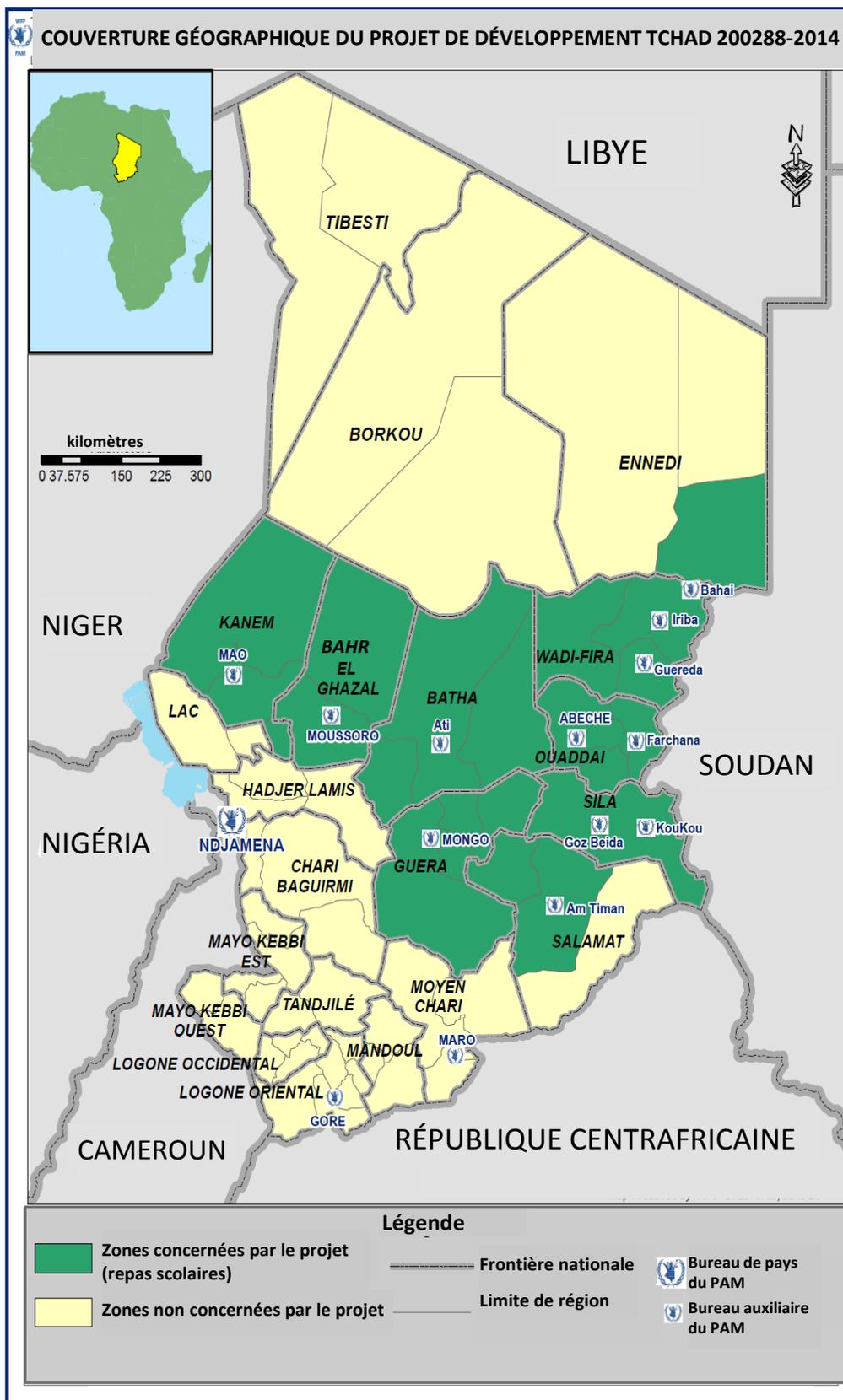
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE ¹		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
But 2: Élargir l'accès à l'éducation et aux services de santé, contribuer à l'apprentissage et améliorer la nutrition et la santé des enfants, des adolescentes et de leur famille		
Effet direct 4.1 Amélioration de l'accès équitable à l'éducation et progression de la scolarisation dans les écoles primaires appuyées par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de scolarisation des filles et des garçons: variation annuelle moyenne du nombre de filles et de garçons scolarisés dans les écoles appuyées par le PAM Cible: 6% d'augmentation annuelle pour 80% des écoles appuyées ➤ Taux de rétention scolaire: proportion de filles et de garçons scolarisés tout au long de l'année scolaire; référence: non disponible Cible: 85% 	Le Gouvernement et les partenaires sont à même de fournir des ressources complémentaires La politique nationale en matière d'éducation est maintenue au cours des cinq prochaines années La situation est stable sur le plan de la sécurité
Produit 4.1.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en temps voulu aux élèves ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de filles et de garçons recevant des repas scolaires, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100% ➤ Nombre de filles recevant des rations à emporter, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100% ➤ Quantité d'assistance alimentaire distribuée sous forme de repas scolaires, en pourcentage de la quantité prévue, par type de produits Cible: 100% ➤ Quantité d'assistance alimentaire distribuée sous forme de rations à emporter destinées aux filles, en pourcentage de la quantité prévue, par type de produits Cible: 100% ➤ Quantité de produits non alimentaires distribués, en pourcentage de la quantité prévue, par type de produits 	Le financement est suffisant et parvient en temps voulu, ce qui permet d'éviter toute rupture d'approvisionnement La gestion de l'alimentation scolaire est satisfaisante dans les écoles appuyées Les parents participent aux activités d'alimentation scolaire et les prennent en charge

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE¹

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
But 3: Renforcer la capacité des gouvernements et des communautés à concevoir, gérer et amplifier des programmes nutritionnels, et créer un environnement propice pour favoriser l'égalité entre les sexes		
Effet direct 4.2 Renforcement de la prise en charge et des capacités, de manière à améliorer l'accès à l'éducation aux niveaux régional, national communautaire	➤ Indice de capacité nationale relatif au programme d'alimentation scolaire Valeur de référence: 12 Cible: 14	Le Gouvernement et les partenaires sont à même de fournir des ressources complémentaires La politique nationale en matière d'éducation est maintenue au cours des cinq prochaines années La situation est stable sur le plan de la sécurité
Produit 4.2.1 Politique et réglementation nationales en matière d'alimentation scolaire mises en place avec l'appui du PAM	➤ Nombre de programmes nationaux mis au point avec l'appui du PAM en ce qui concerne le programme d'alimentation scolaire	Les personnes auxquelles les ateliers, les réunions techniques et la formation sont destinés sont disponibles et motivées Le taux de rotation du personnel du Ministère de l'éducation est relativement faible
Produit 4.2.2 Conseils en matière de politique générale et appui technique fournis en vue d'améliorer la gestion du programme d'alimentation scolaire	➤ Nombre de fonctionnaires gouvernementaux formés par le PAM dans les domaines de la conception, de l'exécution, du suivi et de la transmission d'informations pour les besoins du programme d'alimentation scolaire ➤ Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type	Le Gouvernement procède aux dotations budgétaires nécessaires



ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance